



MEDIAS

Le Gouvernement doit garantir le pluralisme et stopper le démantèlement de Presstalis

Les salariés des médias membres des composantes du FDG apportent leur soutien à l'action des 200 salariés de Presstalis qui ont décidé d'occuper le site de Villabé des MLP pour rappeler aux patrons et au gouvernement les motifs de leur lutte actuelle pour sauver le pluralisme de la presse en France et dénoncer les 1250 suppressions d'emplois.

Cette crise actuelle de Presstalis (ex NMPP) vise en réalité, sous le fallacieux prétexte de réduire les coûts du fait de la crise, à mettre un terme à un système de distribution coopératif de la presse mis en place à la Libération, dans le cadre du programme du Conseil National de la Résistance.

Faut-il rappeler qu'à l'époque les pouvoirs publics et parlementaires considéraient alors la presse comme une composante essentielle de la démocratie, qui avec la loi Bichet garantissait la liberté et l'impartialité de distribution des quotidiens, l'égalité et la solidarité entre éditeurs, sur la base de la péréquation des coûts.

Aujourd'hui, le capitalisme décomplexé des grands groupes de presse et des dirigeants de Presstalis veulent casser les acquis de la Libération et sacrifier la moitié des 2500 salariés de la distribution.

Leur but est de s'en prendre au statut social des salariés pour les remplacer par des précaires et ne permettre la diffusion des titres qu'aux journaux et publications des grands groupes. C'est donc une double attaque à laquelle nous assistons et qu'il faut empêcher : casse sociale, casse du pluralisme et création d'un système purement libéral.

Les salariés et leurs syndicats ont fait de nombreuses propositions pour sortir de la crise.

Pour l'heure c'est le refus de discuter des patrons de Presstalis.

Le gouvernement campe sur ses positions sans tenter de débloquer la situation.

Marie Georges Buffet, députée FDG, a sollicité au nom des salariés un rendez-vous auprès du Premier ministre Jean-Marc Ayrault pour débattre sur problème de Presstalis afin de trouver une issue par le haut.

La délégation devait à l'appui de ses propositions remettre une pétition signée en faveur du pluralisme par près de 3.000 salariés des médias (journalistes, ouvriers, cadres, actifs retraités et au delà salariés, syndicalistes, intellectuels). Réponse : « *Le Premier Ministre ne souhaite pas recevoir Madame Buffet au sujet de ce dossier.* »

Le gouvernement prend une lourde responsabilité en refusant le dialogue avec des élus de la nation et avec les représentants des salariés.

Il donne raison de facto aux casseurs du pluralisme, aux patrons voyous et au libéralisme.

Le FDG soutiendra la lutte pour défendre le pluralisme et apportera sa solidarité à toute action décidée par les salariés de Presstalis pour le retrait du plan de la direction, les suppressions d'emploi et l'ouverture de véritables négociations.

Paris le 7/12/2012